

NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS D'AMÉRIQUE SUR LE RÔLE DE BOLO

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2519. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

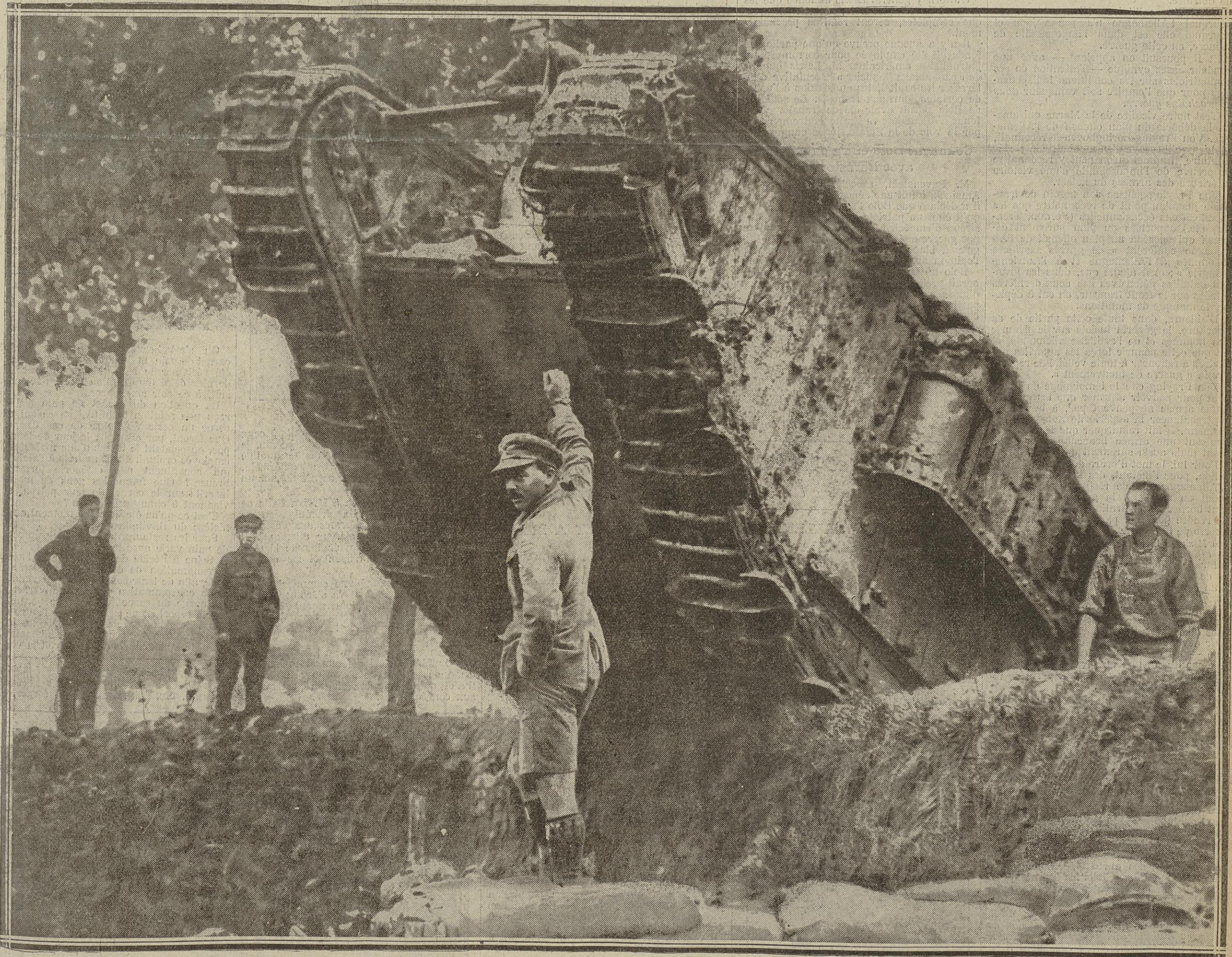
Lundi
8
OCTOBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Engbien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 5744 et 5745
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^d des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
"PIERRE LAFITTE, FONDATEUR"

LES TANKS QUI MENÈRENT LE COMBAT A L'EST D'YPRES



ALIGNÉS BORD A BORD, LES TANKS DERNIER MODELE DE L'ARMÉE BRITANNIQUE ATTENDENT L'ORDRE D'ENTRER EN ACTION.



PENDANT UN TEMPS D'ARRÊT DU MONSTRE QU'ILS MONTENT, LES HOMMES DE L'ÉQUIPAGE SONT SORTIS POUR RESPIRER. Les tanks ont joué un rôle des plus importants au cours de l'attaque de Broodseinde, dont s'emparèrent les Anzacs. C'est à eux aussi que l'on doit la prise d'une partie de Poelcapelle. Enjambant, si l'on peut ainsi dire, tous les obstacles, traversant facilement les plus profonds trous d'obus, nivelant les tranchées, écrasant les fils de fer barbelés, pulvérisant les fortins bétonnés, ils déblayèrent le terrain, détruisirent les nids de mitrailleuses et permirent à l'infanterie de progresser rapidement avec des pertes légères.

DÉJÀ L'ALLEMAGNE SE PRÉOCCUPE DE LA PROCHAINE GUERRE

La récente brochure du général von Freytag-Loringhoven montre la duplicité de nos ennemis lorsqu'ils parlent de désarmement.

Le général von Freytag-Loringhoven, qui occupait les fonctions de quartier-maître général lorsque le maréchal von Falkenhayn était chef d'état-major, et qui représente actuellement Ludendorff à Berlin, vient — on le sait — de publier une brochure sous le titre : « Déductions de la guerre mondiale ».

Le général von Freytag-Loringhoven passe pour être un des meilleurs critiques militaires allemands, et son militarisme est fort modéré, dit-on. La brochure en question parut en un large résumé dans la *Frankfurter Zeitung*. Aucun autre journal n'osa ou ne put la reproduire, et on apprend, aujourd'hui, que la censure militaire allemande interdit son exportation dans les pays neutres.

Effectivement, les « Déductions de la guerre mondiale » sont quelque peu sévères pour le grand état-major allemand ; mais



GÉNÉRAL VON FREYTAG-LORINGHOVEN

elles sont aussi fort intéressantes pour nous, car elles prouvent une fois de plus combien dangereuses sont les utopies pacifistes que les gouvernements de l'Entente s'efforcent de détruire.

L'écrivain militaire allemand expose pourquoi l'Allemagne n'a pas vaincu et pourquoi elle est dans l'impossibilité de vaincre, en cette guerre.

Et il poursuit en appelant — avec une candeur assez cynique — l'attention de ses compatriotes sur les conditions indispensables pour que l'empire soit vainqueur dans la prochaine guerre.

C'est notre victoire de la Marne qui amena la décadence du plan offensif de l'Allemagne. Von Freytag-Loringhoven le reconnaît, et, bien qu'il essaye d'en amoindrir la portée militaire, il admet qu'on peut y reconnaître la preuve de l'impossibilité d'une victoire ultérieure des armées du kaiser.

Von Freytag pousse son besoin de franchise jusqu'au point de reconnaître que les modifications occasionnelles (Verdun, Trenchin, etc.) apportées au plan purement défensif qui succéda au plan offensif de l'Allemagne coûtèrent « de graves sacrifices d'hommes à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie », et il ajoute que, dans les grandes batailles défensives des deux dernières années sur le front français, on eut à déplorer le manque de munitions.

D'ailleurs, dans toute cette partie de sa brochure, le général insiste sur la pénurie des hommes et de l'artillerie allemande, et dit que cette pénurie força les autorités militaires à renoncer à toute velléité de reprendre la « guerre de mouvement ».

Von Freytag cite le témoignage de Napoléon pour pouvoir affirmer que les qualités d'une armée ne peuvent pas, à la longue, contrebalancer la supériorité numérique de l'ennemi. Il fait remarquer que les victoires éprouvées une armée beaucoup plus lente mais aussi sûrement que les défaites.

Pour lui, le mot d'ordre doit être : « Limitation, pour l'instant, des buts de guerre ». L'Allemagne doit se résigner, momentanément au moins, à la guerre défensive. Il faut borner les aspirations stratégiques afin de rendre possible, plus tard, une nouvelle guerre de mouvement.

« Il s'agit là d'une politique de prudence », affirme-t-il, « afin de prévenir, dans le futur le retour d'une situation menaçante et de ménager à nos armées la possibilité d'un coup violent et décisif dans une quelconque direction ».

Von Freytag examine ensuite l'avenir de l'armée allemande, et sa brochure devient plus que jamais intéressante parce que l'auteur dévoile — cyniquement ou sans intention — les dessous des intrigues pacifistes allemandes, et met au grand jour la mauvaise foi de son pays lorsqu'il parle de réduction des armements.

Dans un chapitre qui porte comme titre : « Toujours prêts pour la guerre », von Freytag déclare avec toute tranquillité que les demandes pour l'armée présentées au Reichstag avant la guerre n'étaient que « le minimum désirable » ; que pendant la durée de la guerre « les armements allemands sont apparus tout à fait insuffisants », et, finalement, qu'à l'avenir « l'Allemagne ne devra admettre, en aucune circonstance, la moindre disproportion entre les buts exigés et ceux que, malgré les résultats obtenus dans la guerre mondiale, on osera lui proposer ».

En étudiant les leçons de la guerre, il insiste sur le fait que les corps de réserve allemands formés après le commencement du conflit montrèrent tous les défauts qu'on pouvait attendre de jeunes troupes trop peu entraînées.

« Comme il faudra recommencer, dit-il, il est préférable d'adopter en prévision de cette éventualité inéluctable des mesures encore plus radicales. Non seulement il ne faut pas réduire la durée du service militaire, mais l'accroître et créer des réserves entraînées dont on pourrait toujours disposer à l'instant propice ».

La brochure se termine par une vigoureuse attaque contre le pacifisme, que le général von Freytag-Loringhoven traite de pure folie. — G.-G. Z.

TOUTE LA LUMIÈRE SUR LES AGISSEMENTS DE BOLO

L'enquête menée aux États-Unis a fait la preuve éclatante que Bolo était l'agent du comte Bernstorff, et que les fonds qu'il toucha venaient directement du ministère des Affaires étrangères de Berlin

IL SE PROPOSAIT, DISAIT-IL AU REPRÉSENTANT DE L'ALLEMAGNE, D'AMENER PAR UNE CAMPAGNE DE PRESSE L'OPINION FRANÇAISE À ACCEPTER UNE PAIX SÉPARÉE

Les noms de plusieurs autres personnes, mises en cause par la police américaine, ne tarderont pas à être publiés.

On a observé hier la loi du repos hebdomadaire au Palais de justice. Les instructions en cours ont donc chômé, mais des révélations venant des États-Unis vont permettre de faire faire des progrès rapides à celle ouverte contre Bolo pacha.

Voici ces dépêches : New-York, 3 octobre (retardée en transmission). — L'attorney général Lewis déclare que, il y a plusieurs semaines, il fut chargé par le gouverneur Whitman d'ouvrir une enquête sur les agissements de Bolo aux États-Unis.

M. Lewis chargea un expert comptable d'examiner les comptes de Bolo à la banque Amsinck, à la Royal Bank du Canada, à la succursale new-yorkaise de la banque Morgan. Les résultats de cette expertise, qui furent communiqués à M. Lansing, établissent que 1.683.000 dollars déposés à la National Park Bank et au Guaranty Trust au crédit de la Deutsche Bank furent portés au crédit de Bolo par les banques ci-dessus, sur l'ordre de M. Hugo Schmidt, administrateur de la Deutsche Bank, résident à New-York.

La totalité de la somme encaissée par la banque Amsinck fut portée à la Royal Bank, conformément à une lettre de Bolo, laquelle indique la répartition suivante : 170.000 dollars au crédit du sénateur Charles Humbert, chez Morgan ; 5.000 dollars au crédit du confédéré Jules Bois pour utilisation suivant ses besoins, le solde non utilisé pouvant être porté de nouveau au crédit de Bolo ; 524.000 dollars au crédit de Mme Bolo au Comptoir d'Escompte de Paris.

Le solde fut versé à la disposition de Bolo chez Morgan puis viré chez MM. Périer, banquiers à Paris.

L'attorney général Lewis annonce que les preuves du complot Bolo, maintenant presque complètes, seront remises prochainement.

Il n'y a aucune preuve qu'une partie des fonds ait été employée pour corrompre les journalistes américains. M. Lewis qualifie de « camouflement financier » la tentative d'intéresser les capitalistes américains à l'achat de certains journaux français. Le seul but de Bolo paraît avoir été de transférer des fonds d'Allemagne en France autrement que par la voie de la Suisse, jugée dangereuse.

Comment Bolo entra en relations avec Bernstorff

M. Pavenstedt, associé de la Banque Amsinck, a fait une déclaration dans laquelle il a déclaré que Bolo l'avait amené à croire qu'il était un patriote pacifiste français, désireux d'empêcher la France de poursuivre une guerre dont le résultat serait de la « saigner à blanc », et, pour cela, d'influencer l'opinion au moyen de l'achat de journaux.

Bolo lui donna à entendre que la France serait prête à une paix basée sur la cession d'une partie de l'Alsace-Lorraine contre une partie des colonies françaises et sur l'évacuation du territoire français.

M. Pavenstedt déclara à Bolo que le comte Bernstorff était seul capable de fournir les fonds. Bolo répondit qu'il était indifférent à la provenance de l'argent.

M. Pavenstedt présenta le comte Bernstorff, qui, au cours d'une entrevue ultérieure en présence de M. Hugo Schmidt et en l'absence de Bolo donna son acquiescement. M. Hugo Schmidt a fait une déclaration faisant connaître qu'il mit 1.683.000 dollars

à la disposition du comte Bernstorff après une communication par télégraphie sans fil avec Berlin.

M. Hugo Schmidt a donné tous les détails sur la façon dont le ministère des Affaires étrangères allemand transmettait par télégraphie sans fil au comte Bernstorff les ordres de versement des sommes destinées à Bolo pacha. Il a produit huit télégrammes chiffrés échangés en mars et avril 1916, entre lui et la Wilhelmstrasse, alors que Bolo se trouvait aux États-Unis. La Wilhelmstrasse autorisait M. Hugo Schmidt à mettre à la disposition du comte Bernstorff plusieurs millions que détenaient les banques de New-York pour le compte de la Deutsche Bank.

Dans ces télégrammes, le comte Bernstorff était désigné sous le nom de Charles Gledhill et la Wilhelmstrasse sous le nom de William Foxley.

Ce que Bolo proposait à Bernstorff

D'autre part, un câblogramme, également de New-York, au *Daily Telegraph*, affirme que Adolf Pavenstedt, sujet allemand, dont nous venons de voir le rôle et à qui s'adressa Bolo dès son arrivée à New-York, a déclaré à l'attorney général que Bolo lui était apparu comme un ardent patriote désireux d'obtenir une paix rapide afin d'éviter à la France « d'être saignée à blanc ».

L'intention de Bolo était d'obtenir, dans les journaux français et d'ailleurs, l'influence nécessaire pour que les propositions de paix faites par l'Allemagne fussent acceptées aux conditions suivantes :

- 1° Abandon à la France d'une partie de l'Alsace-Lorraine ;
- 2° Evacuation par les troupes allemandes des départements français occupés ;
- 3° Abandon à l'Allemagne par la France de certaines de ses colonies ;

Adolf Pavenstedt ajouta que Bolo lui parla de l'ambassadeur allemand Bernstorff comme du « sauveur » possible de la France, susceptible de fournir tout l'argent nécessaire.

Le « camouflement » de l'argent allemand

Le *Petit Parisien* reçoit les détails suivants sur la façon dont Bolo conduisit ses opérations financières, afin de faire passer en France les fonds qui lui venaient d'Allemagne :

Arrivé à New-York le 22 février 1916, il alla secrètement présenter ses lettres de créance au comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, qui donna aussitôt l'ordre à M. Hugo Schmidt, Agent de la Deutsche Bank aux États-Unis, d'inscrire au crédit de Bolo une somme de 1.683.500 dollars. Bolo, muni d'introductions françaises de premier ordre, se présenta également chez MM. J.-P. Morgan.

De la banque Morgan, Bolo se rendit à la succursale de la Royal Bank du Canada, à New-York, où il fut l'objet, de même que chez MM. Morgan, de la plus courtoise réception, grâce aux lettres de recommandation qu'il tenait de hautes personnalités françaises. Il prévint les fonctionnaires de la banque qu'il allait bientôt ouvrir chez eux un compte important, et leur envoyer des instructions écrites à ce sujet.

À la réception des fonds envoyés par le ministère allemand des Affaires étrangères, M. Hugo Schmidt s'arrangea avec Adolf Pavenstedt, de la banque Amsinck.

Pavenstedt, sujet allemand, entreprit

L'Uruguay et le Pérou ont voté la rupture avec l'Allemagne

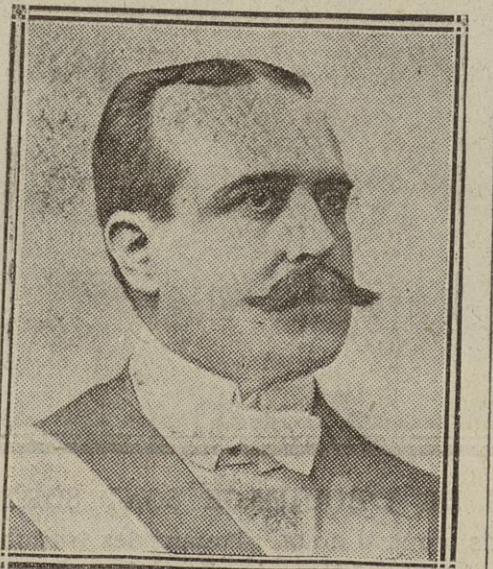
LES MINISTRES D'ALLEMAGNE A MONTEVIDEO ET A LIMA ONT DÉJÀ REÇU LEURS PASSEPORTS

LIMA, 6 octobre. — Le Congrès a voté une résolution ainsi conçue :

« A la suite de la déclaration du ministre des Affaires étrangères et d'accord avec les principes proclamés par le ministère et les Chambres, le Congrès approuve la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, proposée par le gouvernement. Cette résolution a été votée par 105 voix contre 6. »

Le gouvernement a remis ses passeports au ministre d'Allemagne.

MONTEVIDEO, 7 octobre. — La Chambre des députés, à deux heures du matin, a voté,



M. JOSÉ PARDO président de la République du Pérou

par 74 voix contre 23, la rupture des relations avec l'Allemagne.

Le Sénat a voté la rupture des relations avec l'Allemagne par 13 voix contre 3.

Un décret présidentiel proclame la rupture avec l'Allemagne, et annonce que les passeports ont été remis au ministre allemand.

Les républiques de l'Amérique latine continuent à répondre à l'appel que le président Wilson leur avait lancé lorsqu'il les invitait à suivre son exemple, le jour où il rompit lui-même avec l'Allemagne. De la part du gouvernement péruvien, la rupture est un fait accompli ; nous sommes heureux de nous sentir unis à la France.

Quant à l'Uruguay, sa rupture avec l'Allemagne est votée et les mesures définitives suivront à bref délai. La résolution que vient de prendre la République uruguayenne est d'autant plus importante que, du fait des relations de voisinage, l'aidant de cet Etat à une répercussion forcée sur l'Argentine. Celle-ci sera bientôt — si l'on excepte le Chili — la seule grande république sud-américaine à ne pas prendre part à la ligue des peuples, à moins que le président Frigoyen ne cède enfin à l'opinion publique de son pays.

Le ministre du Pérou à Berlin refuse de notifier la rupture

VALPARAISO, 7 octobre. — La population de Lima manifeste la plus vive indignation de ce que M. von der Heyde, ministre du Pérou à Berlin, n'a pas remis à l'Allemagne l'ultimatum par lequel le Pérou signifiait à l'Allemagne qu'il rompait les relations diplomatiques si, dans la huitaine, il n'avait pas reçu de réponse satisfaisante à la note relative au torpillage du navire péruvien *Lorton*.

On pense qu'il n'est pas impossible que M. von der Heyde, qui est de descendance allemande, préfère se retirer plutôt que d'obéir. (Radio.)

ON PEUT S'ATTENDRE A UN COUP DE FORCE CONTRE LE REICHSTAG

L'attitude cassante prise samedi par M. Helfferich peut être prise pour une provocation délibérée à l'adresse de l'assemblée.

En se fâchant en plein Reichstag, le vice-chancelier Helfferich a-t-il cédé à un mouvement de mauvaise humeur ou a-t-il voulu, à dessein, adresser une provocation à l'assemblée ? On sait que M. Helfferich est fort mal vu des partis qui forment la majorité, au point que les crédits nécessaires pour rétribuer le poste qu'il occupe n'ont été votés qu'à grand-peine, la veille même du jour de l'esclandre. En quittant la tribune avec un geste de mépris à l'adresse des députés, M. Helfferich a pu obéir à sa rancune.

Le Reichstag sera édifié par là sur les égarés que les dirigeants ont pour lui, et les prochaines séances vont nous apprendre si la représentation populaire acceptera cet affront de bon cœur. Au fond, les partis de la majorité ne peuvent pas ignorer les sentiments que le pouvoir professe à leur endroit. Et le pouvoir, c'est le docteur Michaelis, qui, avant d'être chancelier, disait sans détour son opinion sur le régime parlementaire. C'est Hindenburg qui exerce dans l'ombre une véritable dictature.

Après la campagne pour la dissolution du Reichstag que les journaux de droite ont menée ces derniers temps, on ne serait pas surpris si, de certains côtés, on cherchait à pousser à bout l'assemblée pour amener une dissolution. Nous verrons, en tout cas, à bref délai, si le Reichstag est capable de se faire respecter. — J. B.

M. Turler se plaint du régime de la Santé

M^e Jacques Bonzon est allé visiter, hier matin, M. Turler à la prison de la Santé. Il a eu avec lui un long entretien. Le député de Guingamp occupe une cellule voisine de celle de Duval. Comme celui-ci, il est l'objet d'une surveillance rigoureuse, et de jour et de nuit. Le détenu s'en plaint amèrement.

— On me traite comme un malfaiteur, dit-il. Il a le droit de faire venir ses repas d'un restaurant voisin ; mais les mets ne lui paraissent pas assez délicats, d'autant que pour les manger les règlements l'obligent à se servir de couverts en bois.

M. Turler a cru devoir protester contre ce « manque d'égards », protestation qui, d'ailleurs, est restée sans effet.

M. Gilbert a, dit-on, l'intention de convoquer prochainement Mme Turler, afin de l'entendre au sujet du change des billets suisses que son mari rapportait de ses fréquents voyages.

La population de Loudéac reste indifférente

LOUDÉAC, 7 octobre. — La nouvelle de l'arrestation de M. Turler, connue ce matin à 11 heures, n'a pas causé une grande surprise dans la population.

La maison de M. Turler est fermée ; la famille du député de Guingamp a quitté la ville.

Le carnet de pain

Le dernier délai d'inscription a été fixé à six heures du soir, aujourd'hui

On s'est beaucoup préoccupé, hier, du carnet de pain, et de nombreux ménages ont été réclamer le leur dans les mairies. Le dernier délai d'inscription a été fixé, on le sait, à ce soir six heures.

La question du carnet de pain n'a pas reçu une solution définitive en ce qui concerne un certain nombre de cas d'espèce. Que feront, par exemple, le jour de leur repos, ou pendant le temps d'une maladie, les employés ordinairement nourris à l'atelier et qui constituent une catégorie fort nombreuse ? Que feront les gens de maison, inscrits sur le carnet de leur patron, s'ils viennent à changer de place ?

C'est ce qu'on étudie en ce moment au ministère du Ravitaillement.

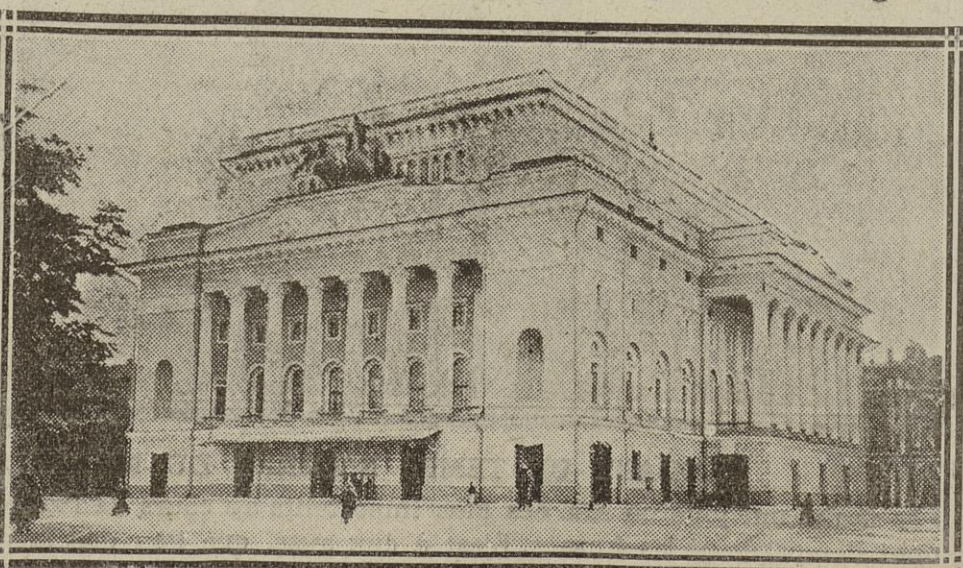
Pour les restaurants, où la consommation de pain varie avec la clientèle, le préfet de la Seine a décidé de prendre pour base la consommation de septembre, majorée de 2/10, afin de tenir compte de l'augmentation de la consommation pendant l'hiver.

L'usage du carnet de pain ne permettra pas le report d'une semaine sur l'autre des quantités non consommées, mais les intéressés pourront prendre le lendemain la quantité à laquelle ils avaient droit la veille.

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc

Le siège de l'Assemblée démocratique de Pétrograd



LE THÉÂTRE ALEXANDRA A PETROGRAD

MARIE

PAR

SHERIDAN

L'ouvreuse — une petite vieille au bonnet noir garni de rubans roses frisés — passa entre les fauteuils et se pencha, confidentielle, vers M. Duvivier :

— Mlle Yveline me charge de vous dire qu'elle accepte de souper tout à l'heure avec vous. Elle m'a dit aussi qu'elle vous attendait dans sa loge à la fin de cet acte...

Grave, M. Duvivier opina de la tête, il glissa une pièce blanche dans la main de la bonne femme et, reprenant sa jumelle, il s'absorba dans la contemplation du spectacle qui se déroulait devant lui. Mais malgré son assurance feinte il se sentait ému. Frisant la soixantaine, métallurgiste sérieux et pondéré, il venait pour la première fois de sa vie de faire passer sa carte à une actrice et il ne pouvait s'expliquer encore le sentiment qui, depuis huit jours, l'asservissait.

Au hasard, il était entré dans ce music-hall. Sur le plateau Yveline avait paru, et dès lors c'en avait été fini de sa tranquillité. Et c'était vrai : elle l'agréait ! Il ne pouvait croire à son bonheur et, plein d'indulgence, sans écouter un mot, il applaudissait maintenant chaque scène.

Le rideau tomba enfin sur le premier acte d'une revue qui ne gardait l'affiche que grâce aux charmes d'Yveline. Presque tremblant, M. Duvivier se leva ; il rectifia l'ordonnance de sa cravate devant une glace du promenoir et, ayant demandé son pardessus au vestiaire, il se mit en quête de l'entrée des artistes.

L'air frais de la rue ne calma point sa fièvre. Il s'étonnait lui-même du regain de jeunesse qu'il découvrait en lui et, tout en contournant le théâtre, il se glorifiait de sa conquête.

— Que d'hommes, songeait-il, que d'hommes, dans ce Paris, donneraient leur fortune pour se trouver à ma place !

Et, plus heureux qu'un roi, il pénétra dans le corridor obscur et douteux des coulisses.

— Hép là-bas ! M'sieur, où c'est ça qu'vous allez ? V'savez bien qu'il est défendu d'entrer !

La voix rogue du concierge, qui courait après lui, n'abattit point sa morgue. — Je vais dans la loge de Mlle Yveline... Elle doit m'attendre...

— Dans ce cas, c'est différent, m'sieur... Et, soulevant sa calotte, le bonhomme, respectueux maintenant, s'effaça contre le mur.

Pour M. Duvivier l'enchantement continuait. L'après odeur de la poussière mouillée, des fards et des cartonnages le grisait à son insu. La vue de ces coulisses, défendues aux profanes, exaltait son enthousiasme.

— Mademoiselle Yveline, s'il vous plaît ?

Une figurante complaisante guida M. Duvivier à travers un dédale de couloirs jusqu'à la porte de l'actrice. Plus timide qu'un collégien, il frappa d'une main hésitante.

— Entrez !
Et il entra. L'actrice était prête à descendre sur scène. D'un geste gracieux elle désigna un fauteuil à son hôte qui, déjà, balbutiait :

— Mademoiselle... je... je me suis permis...

Mais Yveline, très franche, lui coupa la parole :
— Ça c'est gentil, monsieur, d'avoir pensé à moi. Monsieur m'avait donc reconnu ?

Et comme Duvivier, sans oser lui répondre, ouvrait des yeux stupides.

— M'avez pas reconnue ? Mais si, voyons... Marie... la petite Marie Dubois, votre bonne quand vous étiez encore quinquai-lier rue Dussoubs... Ah ! on a fait son chemin tous les deux, on peut le dire !

Et avec un grand geste :

— C'est la vie, s'pàs !

Puis tout à coup, sans transition :

— Et les enfants ? Vont bien ? Ils doivent être grands maintenant !

Duvivier, suffoqué, ne put dire que ce mot :

— Mariés.

— Et Madame ? fit Yveline.

Le métallurgiste baissa la tête.

— Je suis veuf... Voici bientôt huit ans.

Subitement, ils s'attendrirent. Chacun, dans sa pensée, évoquait le passé — mauvais ou bon, qui sait ! — mais beau parce qu'il était enfui sans retour, et Duvivier bégayait :

— Ah ! Elle vous en a fait voir, ma pauvre Marie !

— Monsieur non plus n'était pas très heureux tous les jours...

Ils soupirent. Ils songeaient maintenant aux discussions mesquines du petit ménage, au despotisme de la femme devant la timidité du mari sans puissance, et une petite larme monta aux yeux de l'homme.

La sonnette de l'entr'acte vint à point couper son émotion. Galamment, il posa un baiser sur les mains devenues jolies qui, naguère, avaient fait sa vaisselle de petit commerçant et, le cœur empli d'une infinie détresse, il se retrouva dans la rue.

Mais il ne rentra point au théâtre.

SHERIDAN.

OBESITÉ
LIN-TARIN
CONSTIPATION

LE "TIP" remplace le Bourre
2 fr. 10 le 1/2 kilo chez tous les M^{rs} de Comestibles
Expédition Province franco postal domicile contre mandat : 2 kilogs 9 fr. 25 ; 4 kilogs 17 fr. 85.
AUG. PELLERIN, 82, r. Rambuteau, Paris

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATINL'AMBASSADEUR BERNSTORFF
DISPOSAIT DE 250 MILLIONS

L'enquête se poursuit sur l'emploi que le diplomate allemand pouvait donner à ces énormes crédits.

New-York, 7 octobre. — Le procureur général de l'Etat de New-York, M. Merton Lewis, déclare que les experts comptables ont établi qu'une somme de plus de 10 millions de livres sterling, soit 250 millions de francs, en espèces et en titres, avait été mise à la disposition du comte Bernstorff pendant la guerre. L'enquête se poursuit sur l'emploi que Bernstorff pouvait donner à ces énormes crédits. — (Daily Mail.)

New-York, 4 octobre (Retardé en transmission). — Toute la presse new-yorkaise de ce matin, et principalement le Times, le Herald, la Tribune, le World, mènent grand bruit autour de l'affaire Bolo pacha. Les journaux publient en première page plusieurs colonnes sur l'enquête judiciaire.

L'atorney général Lewis a impliqué dans l'affaire Bernstorff M. Hugo Schmidt, qui fut arrêté le lendemain de la déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, M. Pavensdet, premier associé de la maison Amisnick Company ; une maison de commission sud-américaine dirigée par des Allemands, et enfin un certain nombre d'autres personnes dont les noms ne sont pas publiés actuellement.

Une preuve formelle
de la culpabilité de Bolo

Le Petit Parisien reçoit la dépêche suivante :

WASHINGTON, 7 octobre. — Un contrat signé « Bolo » et où il est question de « mettre l'opinion publique française dans les mains de l'Allemagne », contrat tout entier écrit de la main du traître et dont le double se trouvait entre les mains de M. Pavensdet, ancien directeur de la banque Amisnick, paraît être maintenant en possession du gouvernement américain.

Ce document, qui aurait été déposé au club allemand lors de la rupture des relations entre les Etats-Unis et l'Allemagne au moment du départ de Bernstorff, aurait été saisi au cours d'une perquisition.

Ce que dit M. Jules Bois

SAN FRANCISCO, 7 octobre. — M. Jules Bois, impliqué dans l'affaire Bolo, déclare qu'il a agi en complète bonne foi. Bolo lui a offert lui-même et a versé cinq mille dollars à seule fin de l'aider dans une œuvre de propagande française.

M. Jules Bois, au cas où la culpabilité de Bolo serait reconnue, reversera la somme à une œuvre charitable française. (Havas.)

L'ENQUÊTE EN ITALIE
SUR LES MENÉES DE BOLO

ROME, 7 octobre. — M. Orlando, ministre de l'Intérieur, a donné tous pouvoirs au chef de la Sûreté afin que la lumière fut faite sur les intrigues de Bolo en Italie.

La Sûreté publique a reçu l'ordre d'enquêter sur les personnes compromises. On croit qu'il pourrait exister un rapport entre cette affaire et celle de Luce Cortesi, cet aventurier qui prétendait faire le trust des entreprises dramatiques et des journaux.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Activité des deux artilleries dans le secteur de Vauxaillon-Laffaux-Hurbette et sur la rive droite de la Meuse, notamment au nord de la cote 344 et vers Bezonvaux.

En Champagne, nous avons repoussé hier, en fin de journée, un fort coup de main dirigé sur nos tranchées de la ferme Navarin. L'ennemi a subi des pertes sensibles et a laissé des prisonniers entre nos mains, sans obtenir le moindre résultat.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 HEURES. — Aucune action d'infanterie au cours de la journée.

La lutte d'artillerie est devenue par moments violente en Belgique, en divers points du front de l'Aisne et sur la rive droite de la Meuse.

Front britannique

13 HEURES. — Grande activité d'artillerie, au cours de la nuit, sur le front de bataille. Un coup de main exécuté avec succès sur les positions allemandes au sud-est de Broodseinde, nous a permis de faire subir des pertes à l'ennemi et de ramener vingt prisonniers et une mitrailleuse.

Une tentative de coup de main ennemie a échoué au sud du canal d'Ypres à Comines.

Un autre raid a été effectué à l'ouest de Cité-Saint-Eloi par des troupes du comté de Leicester.

Le temps est pluvieux et beaucoup plus froid.

22 HEURES. — Le temps a été orageux et la pluie est tombée en abondance toute la journée. Une tentative d'avance de l'ennemi au sud de Reutel a échoué ce matin sous nos feux d'infanterie, d'artillerie et de mitrailleuses.

A la tombée de la nuit, les Allemands ont établi sur la majeure partie de notre front, entre Broodseinde et Hollebeke, un violent barrage d'artillerie qui n'a été suivi d'aucune action d'infanterie.

Grande activité des deux artilleries, au cours de la journée, sur le front de bataille. Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

Hier, malgré le temps toujours très défavorable, nos appareils d'artillerie ont pu faire quelque travail. Une tonne et demie de projectiles a été jetée sur une gare et divers autres objectifs.

Nos avions de combat ont mis à profit toutes les occasions de sortir qui se sont présentées. Un d'entre eux n'est pas rentré. Un de nos appareils de bombardement, parti dans la nuit du 4 au 5, a également disparu.

Front belge

Au cours des deux journées écoulées, notre artillerie a pris à partie les organisations ennemies, les groupes de travailleurs et d'infanterie, les localités de Cléricken, Essen et Woumen, et riposté à des bombardements de la région de Ramscoep, de nos postes avancés, des tranchées de première ligne de ce secteur ainsi que vers Dixmude.

L'«AVANT-PARLEMENT» RUSSE
A TENU SA PREMIÈRE SÉANCE

Sur la proposition de M. Tseretelli, l'Assemblée a décidé immédiatement de se réunir en comité secret.

PETROGRAD, 6 octobre. — L'avant-parlement a tenu une séance à neuf heures du soir, M. Tchaidze a été élu président. Le bureau de l'avant-parlement est composé de dix membres comprenant entre autres les anciens ministres Avksentief, Tchernoï et les maximalistes Trotsky et Kamenev.

Le président a proposé de discuter le rapport de la délégation de l'avant-parlement relatif à ses pourparlers avec le gouvernement sur la reconstitution du pouvoir.

M. Tseretelli a proposé de tenir une séance secrète, proposition que l'avant-parlement a adoptée par 105 voix contre 70. (Havas.)

Une nouvelle Assemblée va se réunir
à Moscou

PETROGRAD, 6 octobre. — Une dépêche de Moscou annonce qu'un groupe d'hommes politiques qui ont assisté à la conférence démocratique ont décidé de convoquer à Moscou, à la fin du mois d'octobre, une assemblée politique, pour discuter entre autres choses la question de la nécessité d'une organisation de la bourgeoisie dans le but de réaliser une coopération utile avec les éléments démocratiques.

Un accord est sur le point d'être conclu
entre le parti cadet et la conférence
démocratique

PETROGRAD, 6 octobre. — Les délégués de la conférence démocratique d'un côté et les industriels de Moscou et les représentants des cadets de l'autre ont discuté le programme de la conférence d'Etat de Moscou pour établir s'il est acceptable pour un groupe bourgeois.

La délibération a abouti à un accord sur toutes les questions, sauf sur celle de la res-

pensabilité du gouvernement devant l'avant-parlement.

Après une suspension, la séance a repris à deux heures et demie du matin.

Les trois groupes ont exposé leurs conditions d'entrée dans un cabinet de coalition.

La séance sera reprise demain dimanche, à une heure de l'après-midi, pour l'élaboration des termes exacts de l'accord qu'on considère comme assuré. (Havas.)

L'enquête sur le général Korniloff

PETROGRAD, 6 octobre. — La Novaya Jizn annonce que le parquet a récusé M. Maklakoff comme avocat du général Korniloff, par suite de sa participation comme médiateur dans l'affaire.

Ce même journal rapporte que l'enquête de la commission a révélé des faits nouveaux qui permettent de croire que l'accusation de haute trahison sera abandonnée. C'est ainsi que l'envoi du troisième corps de cavalerie sur Petrograd aurait été demandé par le gouvernement lui-même.

D'un autre côté, l'ukase qui a relevé Korniloff n'a été signé que par M. Kerensky, alors que l'ukase le nommant généralissime avait été signé par tous les membres du gouvernement. Korniloff pouvait donc considérer la décision de M. Kerensky comme nulle ; en conséquence, l'accusation de rébellion tombe également.

Selon le Novoi-Vremia, il résulte des déclarations de M. Lvoff devant la commission, que Korniloff ne l'a chargé d'aucune déclaration catégorique pour M. Kerensky. C'est d'ailleurs sans aucun mandat qu'il a rendu compte au général Korniloff d'une conversation qu'il avait eue avec M. Kerensky. Cette conversation, d'un caractère général, ne comportait aucune proposition catégorique pour Korniloff. (Havas.)

Les curieuses révélations d'un ancien ministre grec

ATHÈNES, 7 octobre. — Une pénible impression se dégage des dépositions que font, devant la commission parlementaire d'enquête les ministres des cabinets d'absolutisme.

M. Tsellos, ancien ministre de l'Intérieur, déclare que l'enrôlement des volontaires épistates, à la veille des événements de décembre, a été fait par ordre de l'état-major, en dehors de son intervention.

M. Zalacostas, ancien ministre des Affaires étrangères, déclare qu'il n'assume aucune responsabilité en dehors des décisions des conseils des ministres et des actes portant sa propre signature. Il rejette sur M. Lambros la formation de bandes en Thessalie, l'organisation de la propagande antientente en Amérique.

La commission a pris connaissance d'une lettre par laquelle l'ancien président du Conseil recommandait M. Paxton Hibben, correspondant de l'Associated Press, à M. Zalacostas. M. Lambros affirmait que Hibben était un philhellène convaincu et qu'il pouvait rendre de grands services au parti royaliste.

Effectivement, Hibben, moyennant une rétribution mensuelle de cinq cents dollars, s'est livré, par dépêches, à une active propagande en Amérique, en faveur du roi Constantin contre l'Entente.

Il est intéressant de rappeler que cet Hibben, reconnu aujourd'hui comme un agent germanophile, avait osé envoyer ses témoins à M. Henri Turot, directeur de l'Agence Radio, qui, ayant trouvé déjeunant dans la salle à manger d'un des grands hôtels d'Athènes avec le correspondant d'une feuille allemande, lui avait reproché en termes violents d'être en relations suivies avec tous les journalistes allemands de la capitale grecque.

Des duels s'ensuivirent, d'abord avec Paxton Hibben, et ensuite avec des personnalités royalistes.

M. Zalacostas a également confirmé l'existence de communications entre le roi Constantin et le kaiser par un chiffre secret, que détenait le secrétaire particulier du roi déchu.

Les membres de la commission d'enquête ont reçu communication d'un rapport de la direction de la station de T. S. F. d'Athènes.

Ce rapport dit notamment :

« Les communications secrètes avec Sofia ont duré jusqu'au mois de septembre 1915, époque où elles furent interrompues par les Français. La station de Sofia continuait cependant à envoyer ses télégrammes, mais sans recevoir de réponse. »

LE DÉSACCORD S'ACCENTUE
AU CONGRÈS DE BORDEAUX

Les minoritaires ne peuvent parvenir à s'entendre avec les majoritaires et acclament M. Brizon.

BORDEAUX, 7 octobre. — La deuxième séance a été présidée par M. Goude, député de Brest.

L'Assemblée est appelée à prendre une décision pour mettre fin à l'incident d'hier, relatif aux membres du parti qui n'ont pas acquiescé leurs colistations.

MM. Brizon et Raffin-Dugens déclarent qu'ils paieront.

— Et maintenant, conclut ce dernier, f... nous à la porte !

M. A. Varenne, majoritaire, prend ensuite la parole dans la discussion générale. Il ne veut pas revenir, dit-il, sur les origines de la guerre qui sont établies à la charge de l'Allemagne indiscutablement. Un seul problème se pose : celui de la valeur de la paix et non pas celui de la date de la paix.

M. Mistral expose longuement la thèse des minoritaires.

La séance fut alors levée. Elle fut reprise, à 14 heures, sous la présidence de M. Varenne.

Lecture est donnée par M. Dubreuilh d'un télégramme de M. Henderson qui, au nom du Labour Party, affirme la volonté des travailleurs anglais de poursuivre la lutte jusqu'à la paix victorieuse.

M. Kostanovitch, délégué serbe, dit ensuite les sacrifices consentis par la nation martyre. Son discours produit une vive impression.

Un vif incident se produisit alors. M. Marcel Cachin reproche au gouvernement d'avoir intercepté un télégramme adressé au Congrès par les socialistes de Russie.

M. Renaudel appuie son collègue et propose l'envoi, qui est décidé, de l'adresse de protestation suivante :

« Le Congrès socialiste, réuni à Bordeaux, connaissant que le Soviet lui a adressé un télégramme, réclame du gouvernement la copie intégrale et immédiate de ce télégramme. »

Après une longue discussion sur des questions de procédure, M. Poisson, majoritaire, prend la parole en faveur du vote des crédits et de la participation ministérielle. Il ne voit pas l'utilité d'une conférence internationale ; toutefois il estime qu'elle devrait commencer par la mise en accusation de la Social-démocratie allemande.

C'est ensuite le tour de M. Brizon dont la présence à la tribune est saluée par le chant de l'Internationale.

— Il n'y a qu'une seule politique, un seul socialisme, une seule défense nationale, dit le député kienthalien, c'est la paix sans annexion ni indemnité.

M. Varenne lui répond d'un mot :

— Pour faire la paix il faut être deux.

— C'est pourquoi, riposte M. Brizon, nous sommes allés à Zimmerwald et à Kienthal pour dire aux socialistes allemands de commencer, eux dont le pays a attaqué le nôtre, à travailler pour la paix.

— Et la réponse à vos avances, ils vous l'ont donnée à Riga, réplique ironiquement M. Bedouce.

— La paix immédiate préconisée par Brizon est impossible, dit M. Ernest Laffont ; certes nous voulons la paix et le plus tôt possible, et c'est pourquoi le parti a décidé unanimement de se rendre à Stockholm pour compléter l'œuvre de la diplomatie des Etats par la diplomatie des peuples.

La séance est levée et renvoyée à demain neuf heures.

Les résultats sportifs

CYCLISME

Le Parc au Vélodrome d'Hiver. — Par suite du mauvais temps, la réunion du Parc des Princes s'est déroulée au Vélodrome d'Hiver. Résultats :

Grand Prix de l'Ouest (500 mètres scratch). — Séries enlevées par Beyl, Cousseau, Siméon, Trante, Lorain, Deschamps, Larrieu, Trouvé et Pailhard. Finale : 1. Trante, 2. Beyl, 3. Larrieu.

Course de primes (1 kilom.). — Primes gagnées par Trouvé (1), Lorain (1), Vandenhove (3). Prime finale : 1. Siméon, 2. Deschamps, 3. Pailhard.

Retenue de Walthour. — Le stayer américain, remis de sa terrible chute, s'attaque aux records de 5 et 10 kilomètres derrière tandems, mais échoue dans sa tentative.

Handicap de 1.500 mètres (tandems). — 1. Deschamps-Siméon (10), 2. Vandenhove-Perrine (35), 3. Cousseau-Claissy (80).

Grand Prix de France (une heure derrière motos). — 1. Sères, 72 kil. 325 ; 2. Darragon, à 850 mètres ; 3. Contentet, à 3 kil. 600 ; 4. Suter ; 5. Lavalade.

Le Brevet de 50 kilomètres de P.U.V.F. — Sur Champigny-Goubert et retour s'est disputé cette épreuve, qui avait groupé 190 partants sur 250 inscrits. Malgré un vent très violent, 120 coureurs se sont classés. Résultats :

1. A. Lémée, en 1 h. 33 m. ; 2. H. Barthélemy, à un quart de roue ; 3. Reze, 1 h. 40 m. ; 4. Gobillet, 1 h. 43 m. 50 s. ; 5. Wilhelm, 1 h. 48 m. ; 6. Bengary, 1 h. 48 m. 35 s. ; 7. Bruteaux, 1 h. 48 m. 45 s. ; 8. Lemaire, 1 h. 48 m. 55 s. ; 9. Leclercq, 1 h. 49 m. ; 10. G. Meyer, 1 h. 50 m.

La Grande Consolation. — Organisée par la Société des Courses, cette épreuve, qui avait réuni 207 engagements, s'est disputée sur les 50 kilomètres de Montgeron à Melun et retour. Dix coureurs sont arrivés ensemble et se sont classés comme suit :

1. René Gagnel (1), en 1 h. 26 m. 30 s. ; 2. Tribach (1) ; 3. A. Raveau (L.S.C.) ; 4. Hentgen (L.S.C.) ; 5. Simonnet (1) ; 6. Huret (L.S.C.) ; 7. Aubry (1) ; 8. Valladeau (1) ; 9. Védé (P.A.S.) ; 10. Auger (A.S.T.).

GRAND CHOIX DE TISSUS POUR

PARDESSUS

Bien doublés, col velours

SUR MESURE 85

PARIS-TAILLEUR

3, Rue du Louvre, Paris

MÊMES MAISONS 140, Boulevard St-Germain, 96, Rue Lafayette.

CORPS DIPLOMATIQUE

S. Exc. M. Willard, ambassadeur des Etats-Unis en Espagne, et Mrs Willard, ont quitté Saint-Sébastien pour rentrer à Madrid.

INFORMATIONS

Le lieutenant-colonel Le Bel, directeur de l'hôpital canadien de Saint-Cloud, est obligé, pour raison de santé, de retourner au Canada. Le gouvernement français, pour lui témoigner sa gratitude de la belle œuvre qu'il laisse derrière lui, l'a fait récemment chevalier de la Légion d'honneur.

CERCLES

En la salle des fêtes du Lyceum Club, mise par le groupe américain à la disposition de la délégation de Dames infirmières principales américaines, vient d'avoir lieu une réunion au cours de laquelle on délibéra sur le travail futur. La conférence était présidée par miss Martha Russell, ancienne inspectrice en chef du "Sloane Hospital" de New-York et actuellement directrice des infirmières au service de la Croix-Rouge en France. Un thé fut ensuite servi. Mrs Sharp, femme de l'ambassadeur des Etats-Unis, était présente. La duchesse d'Uzès douairière, Mme Arthur Valois, présidente intérimaire du groupe, et les dames du comité spécial recevaient les invités.

CITATIONS

Le sous-lieutenant Etienne Escudier vient d'être cité en ces termes à l'ordre du jour de l'armée :

"A conçu et exécuté avec audace et sang-froid de nombreux coups de main, ramenant des prisonniers, détruisant des abris et rapportant de précieux renseignements au commandement. A sauvé un de ses hommes blessé en allant le rechercher chez deux volontaires dans la tranchée ennemie."

Le sous-lieutenant Escudier, qui avait déjà été cité, est le fils de M. Paul Escudier, député de Paris, ancien président du Conseil municipal.

MARIAGES

A Séville, vient d'être célébré le mariage de Mlle Rosina de Le Vega avec le baron de Fuente de Quino.

Les témoins étaient : le marquis de Sandoval, le sénateur Luca de Tena, le docteur Fedriani, MM. Lassaletta, Gonzalez Ibarra et Martinez-Morra.

De Londres, on annonce les fiançailles du capitaine Hon. W. J. M. Watson-Armstrong, des "Northumberland Fusiliers", fils de lord Armstrong et de feu lady Armstrong, avec miss Zaida Cecile Drummond-Wolf, fille de M. et Mme Drummond-Wolf et petite-fille de sir Drummond-Wolf, ancien ambassadeur d'Angleterre à Madrid.

Ces jours derniers, a été béni, dans l'intimité, en l'église de La Norville (Seine-et-Oise), le mariage de Mlle Marcelle Demeunynck, fille du contrôleur général de l'administration de l'armée, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme, née Hermant, avec M. Michel Duquenois, ingénieur des arts et manufactures, lieutenant au 8^e d'artillerie de campagne, décoré de la croix de guerre, fils et beau-fils de M. Gaston Duquenois, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Saint-Omer, décédé, et de Mme, née Marie Wintrebert.

M. Jacques Poupinel, maréchal des logis au 2^e dragons, fils du docteur et de Mme Gaston Poupinel, est fiancé à Mlle Marie Bertrand, fille de M. Ernest Bertrand, décédé, et de Mme Bertrand.

NAISSANCES

Mme Pierre de Verneuil a donné le jour à une fille : Marie-France.

DEUILS

Dans un village du front ont été célébrées les obsèques du commandant de Sesmaisons, tué à l'ennemi. La famille était représentée par le marquis de Lespinois, lieutenant à l'état-major d'une brigade d'infanterie, gendre du défunt, et par le lieutenant comte de Beaumont, son beau-frère.

Nous apprenons la mort :

De M. Georges Marion de Procé, ancien maire de Saint-Père-en-Retz, décédé à l'âge de soixante-quatre ans. Il avait épousé la fille du baron Bertrand Geslin, ancien maire de Nantes ;

De la comtesse de Varax, née de Jerphanion, décédée à l'âge de soixante-dix-neuf ans, au château de La Duchère. Elle était la mère du commandant de Varax, du 216^e régiment d'infanterie ;

De Mme Paul Chevallier, née Bernilan, veuve de M. Paul Chevallier, commissaire-priseur, et mère de Mme Jacques Bourcuret et de Mlle Geneviève Chevallier ;

De Mlle de Richemont, décédée à Thonon-les-Bains.

LE CORSET JUVENIL

PRÉPARE LA BEAUTÉ

Le JUVENIL est établi pour suivre la jeune fille dans son développement et la préparer au rôle qu'elle remplira dans la vie.

Sous l'influence de l'appui que fournit aux reins et au ventre la ceinture sangle du JUVENIL, une confiance lui vient, une force insoupçonnée transforme son attitude :

Le dos se cambré. Les épaules s'effacent. Le thorax se bombe. Et, chose logique, la taille reste mince et svelte.

Prix de 6 à 20 ans : 16 fr. à 28 fr. 50 suivant l'âge. L'exiger partout, FRANCE ET PARIS, 200 DÉPÔTS. Nous demander la liste avec notice E. Corseterie spéciale de France, 18, r. Tailboul, Paris.

ECONOMISEZ Dans tous vos foyers **CHARBON** Sur tous charbons. La boîte d'essai pour 100 kil. 0.85. Franco par poste 4 fr. L'IGNICOLOR 16, rue Figeulle Paris (9^e).



VUE PRISE DANS LE CAMP OU LES JEUNES GUERRIÈRES RUSSES S'ENTRAÎNENT. On se rappelle que des femmes russes avaient constitué un bataillon de la mort qui se conduisit avec bravoure pendant les violents combats de Crevo. Un second bataillon a été formé pour remplacer les "soldates" tombées au champ d'honneur. Voici un groupe de ces héroïnes dans leur camp d'instruction.

B L O C - N O T E S

Il était une fois une dame très coquette et qui ne voulait pas vieillir. Il n'y a, certes, rien de plus respectable, chez une femme, que la volonté de ne pas vieillir. Mais il conviendrait de s'entendre d'abord sur ce que ce mot signifie.

Or, aux yeux de mon amie Berthe — qui est la dame coquette dont je parle — vieillir, c'est, avant tout, avoir des cheveux blancs.

Idee ridicule s'il en fut. Il y a des femmes dont les cheveux blanchissent de très bonne heure et qui s'en trouvent fort bien. J'ai connu une jeune cantatrice qui me disait un jour, en arrangeant sa coiffure : « Je donnerais je ne sais quoi pour avoir, sur le front, une mèche blanche ! »

Et je ne compte plus — elles sont légion — les amies, camarades ou « connaissances » qui ont passé la quarantaine et qui, de médiocre figure, sont simplement en train de devenir presque jolies en grisonnant. Je ne parle pas de celles qui, déjà jolies, sont rendues délicieuses par ce « vieillissement » du cheveu.

Mon amie Berthe est d'une autre école ; et, le jour où apparurent parmi ses mèches brunes les premiers cheveux blancs, elle n'hésita pas : elle manda son coiffeur et se fit teindre.

Cela dura cinq ou six ans. J'étais dans le secret, et mon amie Berthe m'avouait parfois combien ce badigeonnage périodique l'exaspérait. « Ah ! si c'était à refaire ! me disait-elle. Mais quoi... une fois qu'on a commencé... »

La guerre vint. Mon amie Berthe appartenait à l'Union des Femmes de France. Elle revêtit donc son joli uniforme de « dame blanche » et rejoignit son poste.

Ce costume lui sied fort bien ; et la coiffe surtout, sous les bords de laquelle ondulent les mèches du front, lui donne un air de jeunesse étonnant.

Et pourtant... ne voyait-on pas, depuis quelques temps, des fils d'argent se mêler à ces mèches brunes ? Je posai la question à Berthe : — Tu ne te teins plus ?

Elle rougit comme une petite fille et se mit à rire :

— Ma foi non, dit-elle. C'est la guerre. Je laisse aller... La coiffe couvre tout cela. Plus tard, on verra ce que ça donne...

Mon amie Berthe a été récompensée de son courage. D'abord, les cheveux gris lui vont très bien. Ensuite, ils la parent d'un prestige qu'elle ne soupçonnait pas. A mesure que ses cheveux changent de couleur, les amis s'interrogent : « Avez-vous remarqué comme Mme T... blanchit ? Est-ce qu'elle a eu un chagrin ? des deuils ? — Je ne crois pas... mais c'est une nature très sensible... et elle se fatigue tellement à l'hôpital ! »

Mon amie Berthe peut être tranquille. On sait maintenant pourquoi ses beaux cheveux châtains sont, en trois ans, devenus gris. Du moins on croit le savoir ; et Berthe, qui est une femme, après tout, n'aura pas le courage de détruire une si honorable légende.

Encore une profuseuse de la guerre. Mais elle l'aura été si gentiment !

SONIA.

La main à la poche !

Au congrès de Bordeaux, les citoyens Brizon et Raffin-Dugens, tous deux socialistes, ont été vivement pris à partie parce qu'ils ne paient pas leurs cotisations au parti socialiste. La cotisation est élevée, il est vrai : 100 francs par mois. Mais étant donné que, moyennant ce prélèvement sur leurs 15.000 francs, le parti se charge — en principe — des frais d'élection de ses membres, il y a bien des députés non socialistes qui voudraient s'en tirer à aussi bon compte.

Le congrès a fort peu goûté l'attitude de MM. Brizon et Raffin-Dugens, et ce qui rend cette attitude encore plus coupable c'est qu'ils n'avaient même pas à se dérouter pour verser les sommes à eux réclamées.

En effet, le parti fait toucher à domicile, ou mieux à la Chambre même, les cotisations de ses adhérents députés.

Longtemps, le rôle ingrat d'agent de recouvrement fut confié au citoyen Camélinat, qui fut un des premiers députés socialistes de la Chambre, après avoir été célèbre dans l'histoire comme directeur de la Monnaie sous la Commune. Le citoyen Camélinat venait chaque après-midi au Palais-Bourbon pour relancer ses débiteurs récalcitrants.

Mais ce métier ne lui convenait pas. Le citoyen Camélinat a une face de bon vivant, bien rose, dans sa barbe blanche, avec un nez charnu et des yeux noirs qui ne sont pas faits pour un porteur de contraintes. Il a fini par résigner son mandat.

Le parti, très malin, a confié le rôle à une citoyenne, comptant que l'apreté féminine saurait triompher de la négligence des débiteurs. La citoyenne en question fait de son mieux pour justifier cette confiance. Elle est tous les jours au Palais-Bourbon, fidèle au poste et ses quittances dans son sac. Mais on voit bien à sa figure que malgré le respect dû aux dames l'argent ne rentre guère mieux que du temps du citoyen Camélinat.

Trop occupé !

Hier, dans la salle d'école de la rue des Boulangers, où a lieu une distribution des cartes de pain, pour le cinquième arrondissement :

En attendant leur tour de s'approcher des tables, les gens, massés au fond de la salle, causent, et se plaignent, naturellement, du temps que leur font perdre ces mesures administratives.

Soudain, un vieux bonhomme s'écrit, avec un accent de commisération sincère : — Ce pauvre capitaine Bouchardon ! Vous verrez qu'il n'aura même pas le temps d'aller chercher sa carte de pain !

UNE VIEILLE PETITE DAME

Les grands magasins ont beau regorger de monde et les rues de voitures, bien qu'on ne trouve jamais un taxi quand il pleut : la guerre fait tout de même oublier bien d'autres choses.

En temps ordinaire, pas un journal n'aurait négligé de remarquer que nous pouvions ces jours-ci célébrer le centenaire de cette affaire Fualdès dont la complainte a servi de modèle à tant d'autres, confectionnées à l'occasion de crimes célèbres.

Oui, ce fut au début du mois d'octobre 1817 que les assassins de l'ancien magistrat de Rodez passèrent pour la première fois en cour d'assises.

Et ce fut à l'issue de ce premier procès que le procureur du roi fit arrêter celle qui avait été le principal témoin de l'accusation, la jolie petite Mme Manson, qui se trouvait à un rendez-vous galant dans la maison Bancal, et qui, cachée dans une souppente, assista épouvantée à l'égorgement de l'ancien juge impérial par l'agent de change Bastide-le-Gigantesque.

Mme Manson revint en cour d'assises avec les autres accusés quand le procès fut jugé à nouveau après cassation.

Elle fut acquittée et s'empressa de gagner Paris, comme toutes les héroïnes de cour d'assises. Qu'allait-elle faire pour vivre ? D'autres femmes fatales avaient déjà exploité leur fatalité en tenant la caisse dans des cafés à la mode. C'est ce qu'elle fit pendant quelque temps. Mais la rencontre d'un homme alors en vue, Latouche, l'inventeur d'André Chénier et le fondateur du premier Figaro, allait lui faire trouver mieux ; aidée de Latouche, elle écrivit ses Mémoires, lesquels furent publiés en livraisons et obtinrent le plus grand succès de librairie qu'on eût jamais vu jusqu'à lors. Le truc était nouveau. Aucune de celles qui l'essayèrent depuis ne connut un semblable résultat. Mme Manson gagna une assez jolie somme pour s'assurer des ressources jusqu'à la fin de sa vie.

M. Ranc, l'ami de Gambetta, qui mourut sénateur, aimait à raconter ce petit fait : longtemps après la guerre de 1870, on voyait venir chaque jour, dans le modeste cimetière voisin de Sceaux, où est enterré Latouche,

une vieille petite dame armée d'un tricot et d'un cabas, qui allait s'asseoir dans l'espèce de niche qui formait la tombe, et tout l'après-midi tricotait au-dessus du corps de l'ancien homme de lettres. En arrivant et en partant, elle s'agenouillait pieusement. Souvent elle apportait des fleurs.

Or, cette vieille petite dame, toute menue, toute proprette, tout effacée, qui cultivait si gentiment la fleur du souvenir sur une tombe vieille de près d'un demi-siècle, c'était Mme Manson, l'héroïne de Rodez, qui, cachée dans une souppente, avait vu saigner un homme comme on saigne un porc, et avait failli être déclarée criminelle pour cela.

Elle avait la reconnaissance prolongée, disait M. Ranc. — PAUL DOLIFUS.

La fourragère rouge

Il y a les héros qui, comme le pauvre Guynemer, sont obligés de mettre des allonges à leur ruban pour loger toutes les palmes qu'ils ont moissonnées sur les champs de la gloire.

Mais comment signaler aux gens le flamboyant héroïsme de tout un corps, où les actes individuels palissent auprès de la magnifique bravoure générale ?

C'est pour souligner ces gloires collectives qu'a été inventée la fourragère.

Elle fut d'abord verte et rouge, aux couleurs de la croix de guerre. Puis on s'aperçut que l'héroïsme collectif, comme l'héroïsme individuel, avait des occasions plus ou moins fréquentes de se manifester. Le généralissime créa la fourragère verte et jaune, aux couleurs de la médaille militaire, pour les unités qui, ayant déjà l'autre, s'étaient à nouveau distinguées.

Il s'est aperçu que cela ne suffisait pas encore et que, toujours, il faut imaginer de nouveaux échelons de gloire. C'est pourquoi il vient de créer une troisième fourragère, rouge celle-ci, comme la Légion d'honneur.

Désormais, auront droit à la fourragère verte et rouge les unités deux fois citées à l'ordre de l'armée ; à la fourragère verte et jaune, les corps ayant obtenu quatre citations ; à la fourragère rouge, ceux qui auront atteint la demi-douzaine.

Le corps qui le premier arborera la fourragère rouge sera le bataillon de la légion étrangère, six fois cité devant Verdun.

Le cas du soleil

Déterminons à la vindicte publique, et en particulier à celle de M. Honnorat, les faiseurs d'almanachs, de calendriers et d'agendas.

Nous trouvons, en effet, sur n'importe quel calendrier ces deux mentions :

6 octobre, lever du soleil à six heures.

7 octobre, lever du soleil à 6 h. 1.

Or, comme le 6 octobre nous étions sous le régime Honnorat, légalement adopté, c'est à sept heures, et non à six, qu'on aurait dû faire lever le soleil.

A moins que ce ne soit le contraire, et que le calendrier n'ait été réglé toute l'année sur l'horaire du député des Basses-Alpes, auquel cas c'est à 5 heures 1 minute que le soleil devait se lever le 7.

Dans un cas comme dans l'autre, on nous trompe. Et dire qu'il y a des gens qui ont une foi aveugle dans les almanachs !

LE PONT DES ARTS

On va vendre à Londres, chez Christie, le fameux marchand d'antiquités, la collection vraiment unique de M. Royall-Tyler. Ce patient chercheur avait passé sa vie à réunir et à classer tous les documents possibles sur la famille des Médicis, depuis Laurent le Magnifique. Le résultat constituait des archives extraordinaires.

Inépuisable appréciateur des temps présents, Wells continue à observer les modifications que les événements actuels peuvent apporter dans l'âme des hommes. Il vient de publier (en anglais) : *The soul of a bishop* (l'âme d'un évêque), étude à la fois sérieuse et ironique. Ce personnage a des hallucinations, parce qu'il a pris un breuvage magique. Mais tout le reste est plausible.

LE VAILLEUR.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à demain le compte rendu du nouveau spectacle du théâtre Edouard VII, par notre collaborateur Abel Hermant.

Comédie-Française. — Jeudi prochain, 11 octobre, la Comédie-Française inaugurera la série de ses matinées classiques d'abonnement par *Andromaque* et *Pélée*, d'Euripide, dont la traduction de MM. Silvain et Joubert vient de remporter un vif succès. Le spectacle se terminera par le *Légataire universel*, de Regnard.

Odéon. — La matinée classique de jeudi prochain sera composée du *Cid*, de Corneille, et des *Fausse Infidélité*, de Barthe.

Les Trente Ans de Théâtre. — Rappelons que le 336^e gala populaire des Trente Ans de Théâtre aura lieu, ce soir, à 8 h. 15, au Palais de la Mutualité, 325, rue Saint-Martin.

Les matinées du samedi. — Est-ce une conséquence de la semaine anglaise ? Les samedis seront bientôt aussi riches en matinées que les jeudis. Après l'Odéon — l'exemple vient de haut — le théâtre Edouard-VII et la Scala, voici que le Nouvel-Ambigu annonce qu'il donnera ce jour-là, une matinée supplémentaire.

Ce soir : Comédie-Française, 8 h. 15, le *Cid*. Odéon, 7 h. 45, *L'affaire des Poisons*. Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, *la Femme de son mari*. Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*. Vaudeville, 8 h. 15, *la Revue*. Châtelet, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, 2 h., jeudi et dimanche, *le Tour du monde en 80 jours*.

Palais-Royal, 8 h., *Madame et son filleul*. Gaîté-Lyrique, demain, 8 h., *les Diamants de la couronne*.

Trianon-Lyrique, demain, 8 h., *la Petite Mariée*. Ambigu, 8 h., *le Système D*. Antoine, 8 h. 25, *M. Bourdin, professeur*.

Athénée, 8 h., *Mon œuvre*. Grand-Guignol, 8 h. 30, *la Grande Epouvante*. Michel, 8 h. 30, *Plus ça change...*

Th. Réjane, à 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*. Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*. Sarah-Bernhardt, demain, 8 h. 15, *Vaudrin*.

Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*. Cluny, 8 h. 45, *les Deux Vestales*. Edouard-VII, 8 h. 45, *le Feu du voisin*.

Femina, 8 h. 45, *Sapho*. Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*. Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *la Revue avec Mistinguett et Chevalier*. Loc. Rouvette 30-19.

Th. Caumartin, 25, rue Caumartin. Ce soir, 8 h. 30, *Come along !* revue franco-américaine. Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, à 8 h. 30 ; matinées jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

MUSIC-HALLS

Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dim.

Une grève de 24 heures à la Compagnie des Omnibus

Les Parisiens n'eurent pas d'autobus hier sur un certain nombre de lignes

A l'issue d'une réunion tenue dans la nuit du samedi au dimanche, et à laquelle près de 3.000 personnes assistaient, le syndicat du personnel non gradé des omnibus avait voté à l'unanimité le principe d'une grève de vingt-quatre heures.

Les employés voulaient protester contre la réponse faite par la compagnie aux revendications récemment présentées. Les principales de ces revendications sont les suivantes : suppression du système actuel de péréquation, relèvement des salaires, reconnaissance du syndicat.

La grève a surpris Paris. Cependant on put prendre comme à l'ordinaire, non seulement le Métro et le Nord-Sud, mais tous les tramways de pénitence.

Sur les lignes en grève, il n'y eut aucun incident. L'autobus « Madeleine-Bastille » put circuler tant bien que mal, et l'autobus « Gare Saint-Lazare-Place Saint-Michel » a eu, à peu de chose près, le nombre de départs habituel.

COMMISSAIRES-PRISEURS

VENTE en vertu d'ordonnance, HOTEL DROUOT, Salle 11, les 9, 10 et 11 octobre 1917, à 2 heures, BON MOBILIER, Salle à manger, Chambre, Salon marbre, Piano Hertz.

OBJETS D'ART et d'AMEUBLEMENT. Tableaux, Faïences, Bronzes, Tapis, Rideaux. M^{rs} JULES BRODU, commissaire-priseur, 11, rue Bleue. EXPOSITION AUJOURD. LUNDI 8 octob., 2 à 6 h.

Pour se marier sel. ses goûts, dem. a^u Union des Familles à Mme C. SIMON, 259, av. Daumesnil, Paris.

CHENINS LOMBARDS Renseignements gratuits BANQUE 7, rue Laflotte, Paris.

BOIS DE CHAUFFAGE

chêne sec, scié à la demande. Livraison immédiate. Les 1.000 kilos, 150 francs, rendus en cave. DELIS, négociant, 81 et 83, rue de Reuilly (12^e).

Carburateur ZÉNITH

Pour obtenir Le rendement maximum La plus grande vitesse, La sécurité absolue, de leur fonctionnement, les appareils de locomotion automobile de tous systèmes employés dans la zone des armées sont munis de

Société du carburateur ZÉNITH

Siège social et Usines : 51, chemin Feuillat, LYON

Direction à Paris : 15, rue du Débarcadère

USINES ET SUCCURSALES :

LYON, PARIS, LONDRES,

LA HAYE, MILAN, TURIN,

DETROIT, GENEVE,

NEW-YORK

Le siège social de Lyon répond par retour à toutes les demandes de renseignements d'ordre technique ou commercial.

Envoi immédiat de toutes pièces.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Voltaire